

La question qui nous réunit aujourd'hui, c'est donc : « *Quelles valeurs pour le XXI^e siècle ?* » Autrement dit quelles valeurs pour aujourd'hui, puisque le XXI^e siècle, d'évidence, nous y sommes. Quelles valeurs à l'ère de la mondialisation, et spécialement aux lendemains du 11 septembre 2001 ?

Pour répondre à ces questions, je procéderai en trois temps. Dans un premier temps, je réfléchirai aux rapports entre la mondialisation et les civilisations. Cela débouche sur une question politiquement quelque peu incorrecte, qui est la suivante : Toutes les civilisations se valent-elles ? Toutes les civilisations sont-elles égales ?

Dans un deuxième temps, j'aborderai la question des valeurs pour le XXI^e siècle ; ce qui débouchera à nouveau sur une question politiquement quelque peu incorrecte : Que reste-t-il de l'Occident chrétien quand il n'est plus chrétien ?

Enfin je terminerai, dans un troisième temps, par quelques réflexions sur l'humanisme qui convient à notre temps, ce que j'appellerai un humanisme de la finitude, qui accepterait ses propres limites, mais aussi celles de la démocratie et du marché.

I - Mondialisation et civilisations : toutes les cultures se valent-elles ?

1 – Le choc du 11 septembre 2001

Les attentats du 11 septembre 2001, avec ce qu'ils avaient de tragique et de spectaculaire, n'ont pas seulement semé l'horreur ou l'effroi. Ils ont aussi plongé nombre d'entre nous, en particulier parmi les intellectuels, dans un désarroi considérable. C'est qu'ils semblaient donner un crédit renouvelé à la thèse, plutôt désagréable, du politologue américain Samuel Huntington. Cet auteur avait publié quelques mois plus tôt un livre sur le choc des civilisations. La thèse de l'ouvrage est la suivante : après des décennies où le monde s'organisait autour de conflits idéologiques opposant deux systèmes socio-économiques (le capitalisme et le communisme, l'Est et l'Ouest), voire, depuis l'effondrement du bloc soviétique, autour du conflit entre les riches et les pauvres (le Nord et le Sud), nous entrons dans une époque où le monde s'organisera autour du conflit des civilisations, voire de la guerre des civilisations.

Cette thèse était désagréable pour un intellectuel occidental ordinaire, spécialement pour un intellectuel français. Pourquoi ? Parce que si nous étions confrontés à un conflit entre les civilisations, il allait falloir choisir son camp... Or nous baignons depuis des décennies dans l'idée très politiquement correcte que toutes les civilisations sont égales, que toutes les cultures se valent. Au nom de quoi, dès lors, choisir son camp ?

Aussi les intellectuels, en Europe et particulièrement en France, ont-ils accueilli cette thèse avec un assez grand dédain — parce qu'elle leur donnait tort. Et puis voilà que les événements tragiques du World Trade Center ont semblé donner raison à Samuel Huntington, plongeant les intellectuels dans la perplexité ou le désarroi. Quand il s'agissait de choisir entre l'Est et l'Ouest, c'était assez simple — même si cela n'empêcha pas les erreurs. Quand il fallait choisir entre le Nord et le Sud, il était aussi assez simple et confortable — à condition d'habiter le Nord — de se mettre du côté du Sud. Mais s'il faut maintenant choisir entre des civilisations réputées égales, tout devient beaucoup plus compliqué !

Comment sortir de ce désarroi ? Comment affronter les défis de l'époque ? Mon idée, à la fois simple et radicale, c'est qu'il faut renoncer à la thèse que toutes les civilisations se valent. Je suis convaincu, pour ma part, que toutes les civilisations ne sont pas égales.

2 – Toutes les civilisations ne se valent pas.

Pour expliquer et justifier cette thèse, permettez-moi de vous raconter deux anecdotes.

La première est relativement récente, et relève de ma vie privée, puisqu'il s'agit d'une conversation entre mon plus jeune fils et moi, quelques jours après les attentats du 11 septembre 2001. Berlusconi venait d'énoncer sa thèse à l'emporte-pièce sur ce qu'il appelait l'évidente supériorité de la civilisation judéo-chrétienne par rapport à la civilisation arabo-musulmane. Mon plus jeune fils, qui venait d'avoir quinze ans, m'interpelle : « T'as vu ce qu'a dit Berlusconi ? Il prétend que toutes les civilisations ne sont pas égales ! » Je lui réponds que oui, j'ai lu cette déclaration... Puis je lui demande : « Mais cela a l'air de te choquer... Tu crois, toi, que toutes les civilisations sont égales ? » Mon fils ouvre des yeux ronds, se dit « Ca y est, Papa va voter pour Le Pen, on ne peut vraiment plus se fier à personne ! » J'essaie alors de lui expliquer la chose suivante : « Tu vois, lui ai-je dit, il me semble que tu confonds deux propositions différentes. La première, que je crois juste, affirme que *tous les êtres humains sont égaux en droit et en dignité* ; la seconde, que je crois fautive, affirme que *toutes les civilisations se valent en fait et en valeur*. Et j'attends que l'on m'explique comment l'on passe de la première de ces deux affirmations à la seconde. Or je crois que c'est impossible : non seulement parce qu'elles sont logiquement indépendantes l'une de l'autre (ce qui interdit de passer de la première à la seconde par une déduction logiquement valide), mais encore et surtout parce qu'elles sont logiquement incompatibles.

C'est ce qui m'amène à ma deuxième anecdote (avant de revenir à mon plus jeune fils et à Berlusconi plus tard). Cette deuxième anecdote est beaucoup plus ancienne et relève de ma vie publique d'intellectuel. Cela se passe il y a une quinzaine d'années. Je reçois une lettre de l'Association des étudiants de l'Alliance française (cette honorable et très utile institution, qui donne des cours de français aux étrangers), me demandant de participer à un débat sur le thème : « Toutes les cultures se valent-elles ? » Pourquoi m'avaient-ils invité ? Parce que j'avais publié quelques semaines plus tôt, dans le journal *Le Monde*, un assez long article intitulé « Réinventer l'Orient », qui se voulait une défense et illustration des grandes pensées orientales, spécialement bouddhistes, et qui regrettait que nos philosophes occidentaux ne leur accordent ordinairement que trop peu d'attention. Nos étudiants de l'Alliance française s'étaient dit : « En voilà un au moins qui n'est pas ethnocentriste, qui ne jure pas que par la civilisation européenne... On va donc l'inviter à notre débat : il va nous expliquer que toutes les civilisations sont égales... » Bref j'étais le gentil. Pour que le débat se déroule dans les meilleures conditions, et entre gens de bonne compagnie, ils avaient invité d'autres gentils : un sociologue, un ethnologue, un psychanalyste, censés nous dire que toutes les cultures se valent. Mais enfin, pour qu'il y ait débat, il fallait au moins un méchant. Celui qu'ils avaient trouvé, le choix n'était pas si mauvais, c'était Alain Finkielkraut, dont on supposait qu'il allait prétendre qu'il n'y a qu'une seule vraie et grande culture, la culture européenne ou judéo-chrétienne... Arrive le jour du débat. L'ethnologue, le sociologue et le psychanalyste disent ce qu'on attendait d'eux : que toutes les cultures sont égales. Mais ce qui a surpris les organisateurs, et ce qui m'a surpris moi-même (Finkielkraut et moi, à l'époque, nous ne nous connaissions pratiquement pas), c'est que nous avons soutenu, lui et moi, quant au fond, exactement la même position : à savoir que toutes les civilisations ne sont pas égales, que toutes les cultures ne se valent pas ! Chacun l'a fait avec ses mots à lui, je ne veux pas parler à la place de Finkielkraut, mais de façon très convergente. Pour ma part, voilà comment j'essayai d'expliquer la chose.

Toutes les cultures se valent-elles ? La question peut être abordée de deux points de vue différents : d'un point de vue théorique et objectif, ou bien d'un point de vue pratique et subjectif. D'un point de vue théorique et objectif, c'est-à-dire du point de vue des sciences humaines, on peut bien dire, si l'on veut, que toutes les cultures se valent — mais c'est parce qu'elles ne valent rien. Les sciences humaines, comme toute science, parlent à l'indicatif, jamais à l'impératif. Elles n'énoncent pas de jugements de valeurs. Elles connaissent, expliquent, comprennent ; elles ne jugent pas. Autant demander au mathématicien si toutes les figures géométriques se valent, ou si, par hasard, le cercle ne serait pas supérieur au carré, qui lui même serait notoirement supérieur au triangle ! Le mathématicien vous répondrait : « Ecoutez, je crains que vous n'ayez pas compris ce que c'est que la mathématique... Il ne s'agit pas de juger, il s'agit de comprendre et de démontrer ! » Il aurait bien sûr raison. Il en va

de même dans les sciences humaines. Quand Lévi-Strauss étudie la culture des Nambikwaras, cette peuplade primitive d'Amazonie à l'intérieur de laquelle il a vécu et qu'il a beaucoup et fort bien étudiée, il ne se pose pas la question de sa valeur — ou s'il le fait, ce n'est plus en tant qu'ethnologue. Il peut bien préférer la démocratie et les droits de l'homme (c'est d'ailleurs au nom des droits de l'homme qu'il sera horrifié par le sort fait aux populations primitives), Bach et Rousseau, etc., mais cela n'entre pas dans son travail d'ethnologue. Bref, du point de vue des sciences humaines, toutes les cultures se valent, si vous voulez, mais parce qu'elles ne valent rien : la question de leur valeur respective ne se pose pas. Mais si nous en restons à ce point de vue, autrement dit si nous nous prenons nous-mêmes, en tant qu'individus, pour un traité d'ethnologie ou de sociologie comparée, nous ne pouvons échapper au nihilisme (si tout se vaut, rien ne vaut). Au nom de quoi, dès lors, combattre le racisme, la xénophobie ou les massacres ?

Bref, il faut oser énoncer des jugements de valeur. La difficulté, c'est alors que tout jugement de valeur n'est possible qu'en référence à des valeurs déjà reconnues, qui n'existent elles-mêmes qu'à l'intérieur d'une culture donnée. Mais alors, comment comparer deux cultures différentes ? Si vous jugez les deux au nom des valeurs de la première, celle-ci va évidemment juger qu'elle est supérieure à l'autre ; mais si vous les comparez du point de vue des valeurs de la seconde, c'est l'inverse qui se produira. Quant à les juger toutes les deux au nom des valeurs d'une troisième, cela ne résout en rien notre problème — car que vaut cette troisième culture ? On ne pourrait le savoir qu'en la soumettant à une quatrième, ou à l'une des deux premières, et le problème n'en serait que déplacé. Bref, il n'y a pas de culture absolue, ni donc de normes absolues, qui permettraient de décider de la valeur objective de telle ou telle civilisation. C'est pourquoi on n'échappe pas au relativisme : c'est ce que Lévi-Strauss appelle à juste titre un « relativisme sans appel », qui est le lot de notre époque. La question, à nouveau, est de savoir comment assumer ce relativisme, qui fait partie de notre modernité éthique et épistémique, sans tomber dans le nihilisme. Que toute valeur soit relative, comme je le crois, cela ne prouve pas que rien ne vaille : une valeur relative, ce n'est pas rien ! Cela prouve plutôt qu'il faut oser assumer et cette relativité et cette subjectivité de nos jugements de valeurs. Or si, assumant cette double dimension, je me demande, en tant qu'intellectuel occidental, si toutes les cultures sont égales, je ne peux que répondre non. Pourquoi ? Essentiellement pour deux raisons.

La première raison est une raison de fait, une raison empirique, qui relève de la simple observation de bonne foi. Imaginez que j'aie commencé mon exposé en vous disant : Tout de même, il y a quelque chose qui me surprend, c'est l'étonnante supériorité de la civilisation égyptienne, entre 1000 et 2000 ans avant Jésus-Christ, sur la plupart des autres civilisations du globe à la même époque, par exemple sur les civilisations celtes ou germaniques. Personne n'aurait été choqué, ni même surpris, personne ne m'aurait traité de raciste anti-celte, de raciste anti-germain, ou d'égyptophile fanatique. Vous auriez eu le sentiment que j'enfonçais une porte ouverte.

J'aurais pu continuer en évoquant l'étonnante supériorité de la civilisation grecque, au Vème siècle avant Jésus-Christ, sur les civilisations gauloises ou étrusques à la même époque. Personne ne m'aurait traité de raciste anti-gaulois ou anti-étrusque, ni d'hellénophile fanatique.

De même, j'aurais pu évoquer la supériorité de la civilisation arabo-musulmane (donc aussi arabo-persane et arabo-andalouse) au Xème ou au XIème siècle après Jésus-Christ sur les civilisations française ou britannique de la même époque. Il ne serait venu à l'idée d'aucun d'entre vous de se dire : « encore un raciste anti-anglais » ou « anti-français », « encore un arabophile fanatique »... Et même chose, bien sûr, si j'avais évoqué l'étonnante supériorité, au XIVème siècle après Jésus-Christ, de la civilisation italienne sur les civilisations russes ou allemandes à la même époque... Bref, nous savons tous qu'il a existé, de fait, à telle ou telle époque, des civilisations supérieures à d'autres. Pourquoi ce qui a été vrai de manière évidente dans le passé ne pourrait plus l'être aujourd'hui ?

Ça, c'est l'argumentation de fait, qui relève de la simple observation informée et de bonne foi. Mon deuxième argument, plus radical, est un argument théorique, qui relève de la rigueur logique.

Ce que nous avons essayé, Finkielkraut et moi, d'expliquer à nos étudiants de l'Alliance française, c'est la chose suivante : ne croyez pas que dire que toutes les cultures se valent, ce soit défendre les droits de l'homme ; c'est exactement l'inverse ! Car si toutes les cultures se valaient, on ne pourrait plus dire qu'une culture qui proclame les droits de l'homme et qui essaie de les respecter à peu près est supérieure, au moins de ce point de vue, à une culture qui les nie ou qui les viole systématiquement. C'est ici que mes deux propositions de départ, « *Tous les hommes sont égaux en droit et en dignité* » et « *Toutes les civilisations sont égales en fait et en valeur* » sont non seulement logiquement indépendantes l'une de l'autre, mais bien, comme je l'annonçais, logiquement incompatibles. Parce que si tous les êtres humains sont égaux en droit et en dignité, alors une civilisation qui affirme cette égalité et qui essaie de la respecter à peu près est évidemment supérieure, au moins de ce point de vue, à une civilisation qui la nie ou qui la viole systématiquement. Pour être tout à fait concret et explicite, je n'ai aucune gêne à affirmer qu'une civilisation qui considère que tous les êtres humains, et plus spécialement que les hommes et les femmes sont égaux en droits et en dignité, est supérieure, au moins de ce point de vue, à une civilisation qui prétend enfermer les femmes en situation d'infériorité, de soumission ou d'oppression ; qu'une civilisation démocratique, qui affirme la souveraineté du peuple et les libertés individuelles, est supérieure, au moins de ce point de vue, à une civilisation totalitaire, tyrannique ou théocratique, qui prétend soumettre les peuples et les individus à une loi transcendante ou indiscutable ; qu'une société laïque, où chacun peut choisir librement sa religion ou son irréligion, est supérieure, au moins de ce point de vue, à une société intégriste ou fanatique, qui prétend imposer à tous la même religion. De tous ces points de vue, qui sont à la fois décisifs et convergents, il me semble qu'entre la civilisation qui est la nôtre — disons la civilisation européenne ou occidentale d'aujourd'hui — et celle que Ben Laden symbolise ou voudrait imposer, la comparaison est facile. Si nous devons choisir notre camp, pour ma part, le choix est vite fait !

3 - La civilisation mondiale

Faut-il dire alors que Berlusconi a raison ? Je n'en crois rien. Son erreur n'a pas été de poser la question de la valeur des civilisations, mais de poser cette question en des termes tellement généraux, tellement abstraits, tellement globaux, avec d'un côté la civilisation judéo-chrétienne et d'un autre côté la civilisation arabo-musulmane, supposées l'une et l'autre homogènes et immuables, au point que ces catégories sont dépourvues de tout pouvoir d'analyse et viennent bloquer la pensée davantage qu'elles ne la soutiennent.

C'est quoi « la civilisation judéo-chrétienne » ? C'est l'Inquisition, ou c'est les Béatitudes ? Ce n'est pas du tout la même chose ! C'est les croisades ou c'est les Droits de l'Homme ? C'est les guerres de religions ou c'est le Concile Vatican II ? C'est la saint Barthélemy ou c'est la Nuit du 4 août 1789 ? Ce n'est pas du tout la même chose ! Et même chose, bien sûr, pour la « civilisation arabo-musulmane ». De quoi parle-t-on ? De l'islam d'Avicenne et d'Averroès, immenses philosophes (sans doute les plus grands de leur temps), ou de l'islam du Mollah Omar ? Ce n'est pas pareil ! De la civilisation arabo-andalouse, îlot d'intelligence, de raffinement et de tolérance dans une Europe de violence et d'obscurantisme, ou de l'islam des talibans, qui détruisent des statues bouddhistes millénaires à coups de canons ? De l'islam de Massoud ou de celui de Ben Laden ? Ce n'est pas du tout la même chose !

Bref, toutes les civilisations ne se valent pas, ni tout dans chaque civilisation. Et l'un des effets majeurs de la mondialisation, c'est justement d'interdire ce genre de simplification outrancière et archaïque. Aujourd'hui, toutes les civilisations du globe sont en interaction, s'influencent et se pénètrent mutuellement. Si bien que la frontière entre ce qui vaut davantage et ce qui vaut moins traverse aujourd'hui tous les blocs géopolitiques et civilisationnels. Mondialisation et complexité vont de pair. Considérons par exemple quatre jeunes médecins, ou quatre jeunes ingénieurs ou cadres, disons d'une trentaine d'année chacun : un français, un américain, un japonais, un algérien... Ils ne vivent pas dans le même pays. Ils ne sont pas nés dans la même civilisation. Pourtant, ils sont beaucoup plus proches les uns des autres, presque toujours, que ne l'étaient leurs arrière-grands-parents — et moins proches, selon toute

vraisemblance, que ne le seront leurs petits-enfants. La mondialisation vaut aussi pour les cultures : elles tendent, de plus en plus, à n'en faire qu'une.

Qu'est-ce qu'une civilisation ? C'est un ensemble d'œuvres, d'institutions, de croyances, de valeurs, de savoirs et de savoir-faire propres à une société (ou à plusieurs), qui la distingue des autres et de la barbarie. Or, aujourd'hui, les savoirs et les savoir-faire — spécialement les sciences et les techniques — occupent, dans nos civilisation, une place beaucoup plus grandes qu'auparavant, et elles sont de plus en plus les mêmes dans tous les pays. Prenez l'exemple de la cosmologie... Il y a encore 4 ou 5 siècles, chaque civilisation avait la sienne : elles étaient toutes mythologiques et toutes différentes. Aujourd'hui, notre cosmologie, dans le monde entier, c'est celle de la physique moderne, depuis Copernic jusqu'au modèle du big-bang et de l'univers en expansion. Comment cela ne rapprocherait-il pas nos visions du monde ?

Les œuvres ? Nous y avons de plus en plus accès, aux quatre coins du globe. Jamais on n'a aussi bien connu Lao Tseu ou Hokusai en Occident, jamais on n'a aussi bien connu Mozart ou Van Gogh en Orient. Jamais l'art africain n'a été aussi présent en Europe, ni l'art européen aussi présent en Afrique. Tant mieux pour ceux qui aiment l'art ; tant pis pour ceux qui n'aiment que leur village.

Les institutions ? Elles tendent à se ressembler, de plus en plus, dès lors qu'elles deviennent démocratiques, et l'on ne va pas s'en plaindre !

Les croyances religieuses restent différentes ? Sans doute, pour ceux qui ont une religion. Mais regardez nos quatre jeunes ingénieurs ou médecins japonais, algérien, américain et français. Ils font le même métier, et de façon de plus en plus proche. Ils s'habillent souvent de la même façon. Ils mangent de plus en plus la même chose. Des Mc Do ? Pas seulement ni surtout ! Il y a bien plus de restaurant chinois, japonais ou arabes, à Paris comme en Province, que de Mc Do ! Si nos quatre médecins ou ingénieurs mangent de plus en plus la même chose, c'est qu'ils ont accès, de plus en plus, à toutes les cuisines du monde. Pour quelqu'un qui aime manger, comme moi, c'est un formidable cadeau ! Mon arrière grand-père n'a jamais mangé chinois, ni japonais, ni indien, ni mexicain, il ignorait tout, même, des pizzas et du couscous. Faut-il l'envier ? Bien sûr que non ! Mais il y a plus. Nos quatre médecins ou ingénieurs écoutent aussi les mêmes musiques, ils voient les mêmes films, lisent souvent les mêmes livres (j'en sais quelque chose : mon *Petit traité des grandes vertus* a été traduit en 24 langues, y compris en chinois, en japonais, en coréen...), ils disposent presque instantanément des mêmes informations, et ils communiquent ensemble, le plus souvent en anglais, dans des colloques ou sur Internet. Cela me paraît plutôt positif : ils se connaissent mieux, se comprennent mieux, ils ont moins de raisons de se détester et de se faire la guerre !

On dira alors que le monde est menacé par l'uniformité... Ce n'est pas tout à fait faux : les grandes civilisation tendent à se rapprocher, et les voyages, en conséquence, deviennent un peu moins dépaysants. « L'anthropologie est une entropologie », disait Lévi-Strauss : les différences culturelles, entre les pays, tendent à se réduire. Mais si les sociétés sont de moins en moins différentes, les individus peuvent l'être, y compris au sein d'une même société, de plus en plus. Je reviens à nos quatre médecins ou ingénieurs. Ils font le même métier. Mais l'un peut être passionné de musique classique occidentale : ce n'est pas forcément le français ; ce peut-être aussi bien le japonais. Un autre est passionné par le bouddhisme zen ou le yoga : ce n'est pas forcément le japonais ; ce peut-être aussi bien l'américain. Un troisième ne jure que par le rock ou le jazz ; ce n'est pas forcément l'américain ; ce peut-être aussi bien l'algérien ; le quatrième est fasciné par les mystiques soufis ou le rai ; ce n'est pas forcément l'algérien ; ce peut-être aussi bien le français... Les différences ne sont pas en train de disparaître. Mais elles distinguent de moins en moins des pays, de plus en plus des individus. Mondialisation et individualisme vont de pair, pour le meilleur et pour le pire. Les différences ou les singularités sont à la charge, désormais et de plus en plus, des individus.

Cela vaut aussi, bien sûr, pour les valeurs. Qui ne voit que leur répartition ne coïncide plus, ou coïncide de moins en moins, avec les frontières nationales ou continentales ? Souvenez-vous de Gandhi, de Nelson Mandela, du dalaï Lama... Qui ne voit que leur combat transcende les frontières ? Qu'il est aussi le nôtre ? Souvenez-vous de Tien an Men : qui ne voit

que les valeurs dont se réclamaient les étudiants chinois étaient irréductibles à quelque civilisation particulière que ce soit ?

Je faisais une conférence, il y a quelque jour, à l'Ecole supérieure de commerce de Nantes. Son directeur, mon ami Aïssa Dermouche, est kabyle, né en Algérie, élevé dans l'Islam. L'idée ne m'a jamais traversé l'esprit que nous pouvions, lui et moi, appartenir à deux civilisations différentes. Certes, il connaît le monde musulman beaucoup mieux que moi, comme je connais sans doute la tradition judéo-chrétienne un peu mieux que lui. Mais notre civilisation de référence est la même : c'est celle du monde moderne, quand il échappe aux fanatismes, c'est celle des Lumières et des droits de l'homme, c'est celle de l'universel et du droit à la différence, c'est ce que nous appelons l'un et l'autre la civilisation et le contraire de la barbarie. Et même chose, bien sûr, pour le Dalaï Lama ou pour Nelson Mandela. Leur combat est le nôtre. Pourquoi nos civilisations nous opposeraient-elles ? La culture, aujourd'hui, se reconnaît autant à la connaissance des autres civilisations qu'à celle de sa civilisation d'origine, et toutes les civilisations du monde tendent, de plus en plus, à n'en faire qu'une. Si vous ignorez tout du bouddhisme ou du confucianisme, il manque quelque chose d'important à votre culture d'Occidental. Car ces spiritualités font partie, aujourd'hui, de la civilisation du monde. Tant mieux pour les humanistes ; tant pis pour les xénophobes. L'humanité est une ; il est normal que la civilisation tende également à le devenir.

C'est ce qui m'amène à nuancer, et même à rejeter au fond, la thèse de Samuel Huntington. Ce à quoi nous sommes confrontés, c'est moins un choc entre les civilisations, qu'un conflit, à l'échelle du monde et au sein de chaque pays, entre la civilisation qui est en train de se répandre (laïque, démocratique, humaniste) et ceux, en Orient comme en Occident, en Afrique comme en Amérique, qui lui résistent parce qu'ils sentent — d'ailleurs à juste titre — qu'elle menace leur hégémonie locale, leurs privilèges, leur pouvoir, et même (pensez à l'excision ou à la polygamie) leurs traditions. Bref, ce qui donne tort à Huntington et encore plus à Berlusconi, c'est simplement le fait qu'il existe des démocrates musulmans et des fascistes judéo-chrétiens. Je pense ne surprendre ni ne choquer aucun d'entre vous en disant que je me sens évidemment plus proche d'un démocrate musulman — surtout s'il est en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes — que d'un fasciste judéo-chrétien ! Cette affirmation n'est possible que si que toutes les civilisations ne se valent pas, ni tout dans chaque civilisation. Une civilisation judéo-chrétienne fascisante vaut moins qu'une civilisation judéo-chrétienne démocratique. Ainsi, le combat se situe aussi en France. Et nous devons, dans le monde, aider tout ce que la communauté musulmane comporte de démocrates et de progressistes.

On comprends alors la grande chance que représente la laïcité : elle nous permet de confronter et d'intégrer nos différences, sans nous opposer stérilement sur des questions religieuses. Encore faut-il que cette laïcité ait un contenu, autrement dit des valeurs qui l'animent ou la nourrissent. Car sinon la laïcité serait purement négative, définie par le seul fait que l'Etat ne se prononce pas en matière de religion. Cette laïcité sans contenu ne serait plus qu'une coquille vide. Et le propre d'une coquille, comme chacun sait, surtout lorsqu'elle est vide, c'est sa fragilité.

C'est ce qui m'amène à la deuxième partie de mon exposé : quelles valeurs pour le XXI^{ème} siècle ?

II – Quelles valeurs pour le XXI^e siècle ?

1 – Nouvelles valeurs ou nouvelle fidélité ?

Nouveau siècle, nouveau millénaire... On attendrait de moi que je vous propose de nouvelles valeurs... « *C'est nouveau, Coco, ça vient de sortir !* » C'est confondre l'éthique avec le marketing.

Je ne compte plus le nombre de fois où j'ai été dérangé par un journaliste qui m'invitait à une émission de radio, de télévision ou à un débat public sur le thème des nouvelles valeurs... Je lui réponds toujours : « Ah bon, il y a des nouvelles valeurs ? »

Il me dit : « Allez, ne faites pas l'âne ! D'accord, on avait de vieilles valeurs, les valeurs judéo-chrétiennes, comme ils disent ordinairement avec une moue de dédain, mais enfin bon, plus personne n'y croit ; donc on a besoin de nouvelles valeurs ; et vous, en tant qu'intellectuel, c'est votre job, vous devez nous proposer de nouvelles valeurs ».

C'est ce que j'appelle la « tarte à la crème des nouvelles valeurs ». Et je réponds toujours : « Mais quelles nouvelles valeurs voulez-vous que je sorte de quel chapeau ? »

Cela fait 25 ou 26 siècles, d'ailleurs de façon étonnamment simultanée aux quatre coins de la planète, que l'essentiel, s'agissant de valeurs, a été dit. C'est ce que les historiens appellent l'âge axial (*axia*, en grec, d'où vient axiome, c'est le prix, la valeur, la dignité, la norme), l'âge des valeurs. C'est une espèce de coïncidence, ou plutôt de convergence, objective : il se trouve que Lao Tseu et Confucius, en Chine, le Bouddha en Inde, Zarathoustra en Perse, les premiers philosophes grecs (les Présocratiques : Anaximandre, Héraclite, Parménide...), plusieurs des grands prophètes hébreux (Jérémie, Zacharie...), ont vécu à peu près à la même époque, autour du VI^e siècle avant Jésus-Christ, et ont professé, sur la base de métaphysiques différentes ou opposées, un enseignement moral (prolongeant d'ailleurs, chez presque tous, une tradition plus ancienne) essentiellement convergent. Bref, cela fait au moins 2500 ans qu'on nous dit, dans toutes les grandes civilisations du monde et sans exception, que la sincérité vaut mieux que le mensonge, que le courage vaut mieux que la lâcheté, que la générosité vaut mieux que l'égoïsme, que la douceur et la compassion valent mieux que la violence et la cruauté, que l'amour vaut mieux que la haine... Est-ce que, pour faire moderne, il faut dire que ce n'est plus vrai aujourd'hui ? Que désormais le mensonge, la lâcheté, l'égoïsme, la violence, la cruauté, la haine valent autant ou davantage que leurs contraires ? Bien sûr que non ! Quand bien même je serais assez fou pour le prétendre, personne ici ne serait disposé à me suivre et c'est évidemment heureux.

Au risque de vous décevoir, la continuité me frappe davantage, dans ces domaines, que la rupture ou la nouveauté. Non que la morale soit éternelle : elle est humaine, elle est donc historique, changeante, évolutive. Mais elle n'évolue que très lentement, et sur la base de valeurs qui, une fois formulées, restent comme des invariants. Mon idée, en un mot, c'est que, pour l'essentiel, il ne s'agit pas d'inventer de nouvelles valeurs. La Loi est connue ; les valeurs sont connues. Il ne s'agit pas d'inventer de nouvelles valeurs ; il s'agit d'inventer une nouvelle fidélité aux valeurs (le plus souvent fort anciennes) que nous avons reçues et que nous avons donc à charge de transmettre. Parce que la seule façon d'être fidèle à ce qu'on a reçu, c'est évidemment de le transmettre.

2 – Foi et fidélité

Je prends ce mot de *fidélité* à dessein parce que, comme vous le savez peut-être, en français, « fidélité » est ce que les linguistes appelleraient un doublet d'un autre mot qui est le mot « foi ». *Foi* et *fidélité* sont deux doublets, ce qui signifie qu'ils ont la même origine étymologique (en l'occurrence le latin « fides », qui pouvait signifier et la foi et la fidélité) mais bien sûr, en français moderne, deux sens différents.

Je dis souvent : La fidélité, c'est ce qui reste de la foi quand on l'a perdue. Est-ce que, sous prétexte que je ne crois plus en Dieu, sous prétexte, ce qui est autrement important, que notre société, globalement, historiquement, y croit de moins en moins (c'est ce qu'on appelle la déchristianisation), on doit jeter le bébé avec l'eau du bain, comme on dit familièrement ? Est-ce que nous devons renoncer, en même temps qu'au Dieu socialement défunt (comme pourrait dire un sociologue nietzschéen), à toutes ces valeurs morales, culturelles, spirituelles, dont nous savons bien qu'elles sont nées historiquement dans les religions, spécialement dans les trois grands monothéismes pour ce qui est de nos civilisations, dont nous savons bien qu'elles ont été transmises pendant des siècles par la religion, spécialement par l'Église catholique, pour notre pays, mais dont rien ne prouve qu'elles aient besoin d'un Dieu pour subsister, dont tout prouve au contraire que nous, nous avons besoin d'elles, besoin de ces valeurs, pour subsister d'une façon qui nous paraisse humainement acceptable ?

Sincèrement, est-ce que vous avez besoin de croire en Dieu pour penser que la sincérité vaut mieux que le mensonge, que la générosité vaut mieux que l'égoïsme, que l'amour vaut mieux que la haine ? Bien sûr que non ! Si vous croyez en Dieu, vous allez vivre en même temps votre foi et votre fidélité. C'est la figure traditionnelle, c'est très bien comme ça, continuez. Mais si vous ne croyez pas ou plus en Dieu, il vous reste à être au moins fidèle à ces valeurs que nous avons reçues et que nous avons à charge de transmettre.

3 - Que reste-t-il de l'Occident chrétien quand il n'est plus chrétien ?

S'agissant de nos pays (ce serait différent si l'on était en Chine, au Maroc ou au Japon, mais il se trouve que nous sommes en Europe, que nous sommes d'Occident : il faut bien assumer cette dimension historique), cela veut dire que la vraie question, aujourd'hui, est la suivante : Que reste-t-il de l'Occident chrétien quand il n'est plus chrétien ? Et là, me semble-t-il, de deux choses l'une :

Ou bien vous pensez qu'il n'en reste rien, et alors il n'y a plus qu'à aller se coucher : nous n'avons plus rien à opposer ni au fanatisme, à l'extérieur, ni au nihilisme, à l'intérieur — et croyez-moi, le nihilisme est de très loin le danger principal. Vous pouvez continuer à vaquer à vos occupations ; moi cela ne m'intéresse plus et cela ne durera pas longtemps.

Ou bien, et je ne vois pas d'autre possibilité, il en reste quelque chose de l'Occident chrétien quand il n'est plus chrétien. Et si ce qu'il en reste ce n'est plus une *foi* commune (puisqu'elle a cessé, de fait, d'être commune : aujourd'hui un français sur deux est athée ou agnostique, j'en fais partie, un sur quatorze est musulman...), ce ne peut être qu'une *fidélité* commune, c'est-à-dire un attachement partagé à ces valeurs que nous avons reçues et que nous avons à charge de transmettre.

Et c'est une grande chance, à nouveau, que la laïcité nous offre, de pouvoir communier dans cette même fidélité, sans nous opposer autour de la foi ou de la non-foi des uns et des autres. D'ailleurs cette laïcité fait partie de notre histoire. La fidélité à nos racines gréco-judéo-chrétiennes n'exclut pas, mais inclut au contraire, notre attachement aux Lumières : être fidèle aujourd'hui à Athènes et à Jérusalem, c'est être fidèle, aussi, aux valeurs de la Révolution française, qui sont de liberté, d'égalité, de fraternité, et de laïcité.

III - Un humanisme de la finitude : limites de l'humanisme, de la démocratie et du marché.

1– L'humanisme et ses limites

Cela ne signifie pas, j'y insiste, que rien ne change en matière de morale. Par exemple, il y a un domaine où les changements, depuis quelques décennies, ont été spectaculaires : c'est celui de la morale sexuelle. Imaginez une conversation entre votre grand-père, s'il est encore

vivant, et votre fils, disons entre un centenaire et un adolescent. Il y a tout lieu de penser que, pour le centenaire, la masturbation est une faute morale, certes banale mais condamnable, que l'homosexualité, *a fortiori*, est une faute morale gravissime. Quand à l'échangisme, il aura du mal à concevoir que cela puisse même exister.... Nos adolescents, à l'inverse, auront tendance, comme d'ailleurs la plupart d'entre nous, à n'y voir que des comportements innocents, qui relèvent du goût et du libre choix de chacun : « Si vous n'aimez pas ça, pourraient-ils dire au centenaire, n'en dégoûtez pas les autres. » C'est pourquoi les vieilles personnes ont parfois le sentiment que tout fout le camp, qu'il n'y a plus de morale, comme ils disent : les homosexuels manifestent dans la rue parce qu'ils sont fiers d'être gays, on parle de masturbation régulièrement dans la plupart des magazines féminins, et l'échangisme s'étale, sinon dans la réalité de nos mœurs, du moins dans beaucoup de romans à succès... Mais interrogez votre adolescent de fils ou de fille, et demandez lui : « Et le viol, t'en penses quoi ? Et le proxénétisme ? Et la pédophilie ? » Vous verrez qu'ils y verront presque tous des fautes morales, et qu'ils seront, les concernant, beaucoup plus sévères que ne l'étaient souvent les générations antérieures... C'est d'ailleurs ce que confirme, dans nos pays, l'évolution du droit pénal et de la jurisprudence. Cela m'intéresse. Pourquoi sommes-nous devenus tellement plus tolérants dans certains domaines (l'homosexualité, la masturbation, l'échangisme...), et tellement plus sévères dans d'autres (le viol, le proxénétisme, la pédophilie) ? La réponse, à mon avis, est la suivante : c'est que l'homosexualité, la masturbation et l'échangisme, entre partenaires adultes et consentants, cela ne fait de mal à personne — cela fait même du bien, semble-t-il, à plusieurs. Pourquoi, dès lors, le leur reprocher ? Alors que le viol, le proxénétisme, la pédophilie, cela fait du mal à quelqu'un : cela porte atteinte à son intégrité, à sa dignité, à sa liberté, à son épanouissement... Cette inversion de perspective en dit long sur un changement décisif, qui a commencé dès le XVIII^e siècle mais qui n'a cessé de s'accroître, qui porte moins sur les valeurs elles-mêmes que sur leur statut. Nous sommes passés d'une morale transcendante ou religieuse, pour laquelle le bien c'était ce qui était ordonné (les commandements), le mal ce qui était interdit, à une morale immanente ou humaniste, pour laquelle le mal c'est ce qui fait du mal à quelqu'un, le bien, ce qui fait du bien à quelqu'un. C'est pourquoi l'image même du mal, pour nous, ce n'est plus la débauche (si tant est que ce mot ait encore un sens), c'est la torture (le plus grand mal qu'on puisse faire à autrui). Et l'image même du bien, ce n'est plus je ne sais quelle vertu pudibonde ou désincarnée, mais l'humanitaire : parce qu'il n'y a rien de plus vertueux, à nos yeux, que de sauver une vie humaine ou de soigner un blessé ou un miséreux.

Cela signifie-t-il, comme le voudrait mon ami Luc Ferry, que l'Homme soit désormais notre Dieu ? Je n'en crois rien. Car l'humanisme qui convient à notre temps est un humanisme de la finitude, qui reconnaît ses propres limites et renonce à les dépasser. Ces limites sont de trois ordres : limites naturelles, limites métaphysiques ou spirituelles, enfin limites sociales et politiques.

Limites naturelles de l'humanisme : l'écologie et la bio-éthique

S'il est une nouvelle valeur apparue récemment, c'est bien l'écologie. Certes, ce n'est une nouvelle valeur que parce que c'est d'abord un nouveau problème. C'est parce que les anciens n'avaient pas les moyens de saccager la nature qu'ils n'avaient pas à se soucier de sa préservation. C'est parce que nous avons, nous, cette puissance et ces moyens, que l'écologie est devenue, pour nous, une valeur. C'est d'ailleurs une valeur qui prolonge des valeurs très traditionnelles, qui sont d'abord celles de la transmission (transmettre à ses descendants au moins aussi bien que ce qu'on a reçu : « Engraisser sans chauler enrichit le père, appauvrit le fils », disait-on autrefois dans les campagnes), mais c'est bien, malgré tout, une nouvelle valeur. Aucun d'entre nous ne vidangerait sa voiture dans le caniveau, ce que nos parents ou grands-parents pouvaient faire, parfois, sans problème de conscience... Or, ce que l'écologie nous enseigne, c'est justement que l'homme n'est pas Dieu, qu'il n'a pas tous les droits, qu'il fait partie de la nature, dont il dépend et qu'il doit respecter. Bref, l'humanisme n'est pas notre religion ; c'est notre morale, et c'est très bien ainsi. Il n'est légitime qu'à la condition d'accepter ses propres limites : qu'à la condition que l'homme accepte de n'être pas Dieu et renonce à avoir tous les droits.

C'est aussi ce qu'indique une autre nouvelle valeur, apparue récemment : la bio-éthique. En philosophie, on définit souvent Dieu comme étant *causa sui* (cause de soi). C'est justement

ce que l'être humain n'est pas et ne saurait devenir. Modifier le patrimoine génétique de l'humanité, autrement dit se mettre au-dessus de la nature, ce serait se mettre à la place de Dieu, et c'est ce que la prudence, l'humilité et la lucidité nous interdisent de faire !

Limites métaphysiques de l'humanisme

On voit que les limites naturelles de l'humanisme sont déjà, et en même temps, des limites métaphysiques ou spirituelles : c'est parce que nous faisons partie de la nature que nous ne pouvons pas nous mettre à la place de Dieu. C'est parce que l'homme est dans la nature (*physis*, en grec) que l'humanisme ne peut être une métaphysique. Mais il y a aussi une limite qui touche à la métaphysique elle-même : c'est que nous ne pourrions prendre valablement la place de Dieu que si nous savions que Dieu n'existe pas. Or, précisément, c'est un savoir que nul ne peut avoir. L'absolu n'est pas à notre portée. Faire de l'homme un Dieu, ce serait se tromper sur l'homme (quel piètre Dieu cela ferait !) et se mentir sur Dieu (puisque la seule vérité certaine, en ce domaine, c'est que nul ne peut savoir avec certitude si Dieu existe ou pas : et la foi et l'athéisme supposent l'ignorance)

Humanisme de la finitude : humanisme non de l'Homme-Dieu, mais de l'homme humain, ce n'est pas si mal. Humain, trop humain ? On ne l'est jamais trop. L'homme n'est pas Dieu : il n'est ni immortel, ni tout-puissant, ni omniscient, ni infiniment bon. Cela ne le dispense pas de devenir humain (par la morale, par l'éthique). Être humaniste, ce n'est pas adorer l'homme, comme on ferait d'un Dieu, c'est le respecter, toujours, et l'aimer, quand on peut.

Limites sociales de l'humanisme

Limites métaphysique, donc : l'homme n'est pas Dieu ; l'humanisme n'est ni une métaphysique ni une religion. Mais aussi limites pratiques et sociales. Ce serait se tromper gravement que de croire que l'humanisme, même dans la société, suffise à tout, et spécialement qu'il tienne lieu de politique. C'est que la morale et la politique sont deux choses différentes, nécessaires toutes deux, certes, mais qu'on ne saurait confondre ni réduire l'une à l'autre.

La morale, donc aussi l'humanisme, fixe des fins ; la politique s'occupe surtout des moyens.

La morale tend à être universelle ; toute politique est particulière.

La morale se veut désintéressée ; aucune politique ne l'est.

Comment la morale suffirait-elle à tout ? Les droits de l'homme sont une grande chose, mais ne sauraient tenir lieu de politique.

Prenons un exemple, ou plutôt deux : la générosité, comme vertu morale, et la solidarité, comme exigence sociale et politique. La solidarité n'est pas une nouvelle valeur ; mais c'est la valeur à la mode du moment. Le problème c'est qu'on se trompe presque toujours sur elle : on la confond avec la générosité. Si on confond si souvent ces deux valeurs, c'est qu'elles ont en effet quelque chose en commun : dans les deux cas, générosité ou solidarité, il s'agit de prendre en compte les intérêts d'un autre. La différence entre les deux, c'est que, dans le cas de la générosité, on prend en compte les intérêts d'un autre *quand bien même on ne les partage aucunement* : vous lui faites du bien à lui, ça ne vous fait aucun bien à vous. Par exemple si vous donnez un euro à un SDF ; il a un euro de plus, vous avez un euro de moins : générosité. C'est ce qui fait la différence avec la solidarité, qui consiste à prendre en compte les intérêts d'un autre *parce qu'on partage ces intérêts*. Vous lui faites du bien à lui, et cela vous fait en même temps du bien à vous. Vous allez me dire : « C'est trop beau pour être vrai, cela ne peut pas exister... » Au contraire : cela arrive tous les jours ! Quand j'achète une baguette à ma boulangère, elle me la vend par intérêt, je la lui achète par intérêt. Si je comptais sur sa générosité pour avoir du pain, je serais mort de faim. Si elle comptait sur ma générosité pour avoir de l'argent, elle serait ruinée. Si nous ne comptons chacun que sur l'intérêt de l'autre,

nous faisons d'excellentes affaires ensemble. Mais il y a plus. Quel est l'intérêt de ma boulangère ? Que sa baguette soit la meilleure possible et (dans une économie concurrentielle) la moins chère possible. Quel est mon intérêt à moi, consommateur ? Que sa baguette soit la meilleure possible et la moins chère possible. C'est étonnant : elle n'agit que par intérêt, je n'agis pas par l'intérêt, nous avons le même intérêt. Autrement dit l'échange commercial a créé entre nous une convergence objective d'intérêts, c'est-à-dire exactement une solidarité ! C'est le seul chemin réaliste pour l'économie. Si vous comptez sur la générosité de vos clients, vous êtes morts. Si vous comptez sur la générosité de vos salariés, vous êtes morts. Si vous comptez sur la générosité de vos actionnaires (si vous en avez), vous êtes morts. Si vous comptez sur leur intérêt, vous avez de bonnes chances de gagner — à condition toutefois que vous sachiez créer et maintenir des convergences d'intérêt entre eux, c'est-à-dire des solidarités. De ce point de vue, il faut reconnaître que le marché est une formidable machine à créer de la solidarité. Mais il n'y a pas que le marché : c'est la fonction aussi de l'Etat que de créer des convergences objectives (et, si possibles, subjectives) d'intérêts entre les citoyens : c'est à quoi servent les impôts, les services publics et le parlement. La politique n'est pas affaire de générosité ; mais elle doit tendre vers la solidarité. Il ne s'agit pas de ne plus être égoïste (exigence morale, non politique), mais d'être égoïstes ensemble et intelligemment, plutôt que bêtement et les uns contre les autres. Il ne s'agit pas d'être des saints : il s'agit d'être solidaires.

Qu'est-ce qui vaut mieux ? La générosité ou la solidarité ? Cela dépend des points de vue. Moralement, la générosité est bien sûr supérieure, parce qu'elle est désintéressée (ce que la solidarité, par définition, n'est jamais). Mais économiquement, socialement, historiquement, politiquement, la solidarité est beaucoup plus efficace. Personne ne paye ses impôts, ne cotise à la Sécu ou ne se syndique par générosité : tous par intérêt (même s'il faut, merci le fisc, merci l'URSSAF, que quelques contrôles bien faits nous persuadent que c'est bien notre intérêt que de payer). Et pourtant les syndicats, la Sécu et la fiscalité ont fait beaucoup plus, pour la justice et la protection des plus faibles, que le peu de générosité dont parfois nous sommes capables.

2– Limites de la démocratie

Limites, donc, de l'humanisme : il ne tient lieu ni de métaphysique, ni de religion, ni de politique. Mais limites, aussi, de la démocratie. Qu'elle soit le meilleur des régimes, c'est pour nous tous une évidence. Mais on se trompe si l'on croit qu'elle peut suffire à tout ou même qu'elle est toujours légitime. Elle a elle aussi ses limites, qui sont théoriques, morales et institutionnelles.

Limites théoriques

Les limites théoriques de la démocratie sont simples : on ne vote pas sur le vrai et sur le faux. Sinon, ce n'est plus de la démocratie mais de la sophistique. D'ailleurs tout vote suppose qu'on compte les voix. Mais cela n'est possible que parce que l'arithmétique, elle, n'est pas soumise au vote ! Si tout se vote, on ne peut plus voter : c'est parce que l'arithmétique n'est pas soumise à la démocratie que la démocratie est possible.

La vérité n'est pas démocratique : elle n'est pas soumise à la souveraineté du peuple. Le jour où un vote sera organisé pour savoir si la Terre tourne ou non autour du soleil, il s'agira moins de démocratie que de sophistique. De même si nous devons voter pour savoir s'il y a eu des chambres à gaz d'Auschwitz ou non. La loi Gayssot, qui punit le négationnisme, est une fausse bonne idée. Le négationnisme étant dépourvu de toute plausibilité historique, il était absurde — c'est ce que beaucoup d'historiens ont souligné — de voter une loi pour l'interdire.

Limites morales

Les limites de la démocratie sont aussi des limites morales : on ne vote pas sur le bien et le mal. Le fait que l'avortement soit légalement autorisé pendant les onze premières semaines de grossesse ne dit rien sur la moralité de l'avortement. Inversement, le fait que l'euthanasie

soit légalement interdite (puisque la loi, en France, ne fait pas de différence entre l'euthanasie et l'assassinat), ne nous dit rien sur la moralité de l'euthanasie. La loi ne dit pas le bien et le mal mais ce qui est permis et défendu par la société. C'est pourquoi la démocratie ne tient pas lieu de conscience, ni la conscience, d'ailleurs, de démocratie.

Si tout se vote, on ne pourrait plus voter (un vote n'est possible que si l'arithmétique n'est pas soumise au vote), mais on n'aurait non plus aucune raison de voter pour ceci plutôt que pour cela (un vote n'est moralement justifiable que si la morale, elle, n'est pas soumise au vote). Si nous votions sur le bien et le mal, au nom de quoi pourrions-nous voter ? Ce ne serait plus de la démocratie mais du nihilisme.

Limites institutionnelles

Enfin, il y a des limites institutionnelles à la démocratie. Le pouvoir appartient au peuple. Mais ce principe ne vaut que là où le peuple est souverain. Permettez-moi de vous raconter une dernière anecdote. Cela se passe il y a une dizaine d'années. J'avais interdit je ne sais plus quoi à mes trois enfants, âgés alors d'environ 8, 10 et 12 ans. Mes trois fils discutent, négocient... Je maintiens mon interdiction. Le deuxième de mes fils, quelque peu scandalisé, proteste : « Mais alors, me dit-il, ce n'est pas la démocratie ! » J'ai répondu : « Non, ce n'est pas la démocratie, c'est la famille ». La démocratie, cela sert à prendre le pouvoir. Dans la famille, le pouvoir n'est pas à prendre : ce sont les parents qui l'ont. Il suffit d'avoir au moins trois enfants pour s'en rendre compte très vite : si la vie de famille était soumise au vote, les enfants seraient toujours majoritaires, et ce serait le pire cadeau que nous puissions leur faire.

L'école non plus n'est pas une démocratie. On ne va pas voter pour savoir combien font deux plus deux. Ni pour savoir à quelle date a été prise la Bastille. Ni pour savoir si on va faire de la grammaire ou du football. A l'école, seul le maître a le pouvoir. Du moins, il devrait l'avoir. Mais aujourd'hui il passe son temps à se battre pour le conquérir ou le garder. Les maîtres ont donc de moins en moins le temps d'enseigner... Bref, il est urgent de redonner le pouvoir aux maîtres, et cela n'ira pas sans un système efficace de sanction.

L'entreprise non plus n'est pas une démocratie, mais cela vous le savez bien. Le pouvoir, dans l'entreprise, n'est pas à prendre : c'est le patron qui l'a. Et ce ne sont pas les salariés qui choisissent le patron, mais les actionnaires. Bref, le pouvoir est soumis à l'avoir, c'est ce qu'on appelle le capitalisme ; et l'avoir, lui, est soumis à la loi : c'est ce qu'on appelle la démocratie. Mais ce n'est pas le peuple qui gouverne l'entreprise : il ne fait que fixer, de l'extérieur, des limites au pouvoir du patron. C'est pourquoi la démocratie ne tient pas lieu de management, ni le management, d'ailleurs, de démocratie.

La démocratie est le meilleur des régimes ; mais elle n'est légitime que dans son ordre, qui est celui du droit et de la politique. Vouloir en étendre le modèle à toute notre vie, c'est la desservir : la démocratie n'est possible que si tout n'est pas soumis à la démocratie : ses limites (théoriques, morales, institutionnelles) font partie de ses conditions de possibilité. Sinon ce n'est plus démocratie, mais sophistique, nihilisme et anarchie.

3 – Limites du marché

Limites, enfin, du marché.

Là aussi, il y a des limites théoriques. La vérité n'est pas à vendre. Combien faudrait-il payer pour que 2+2 fassent 5, ou pour qu'on n'ait pas pris la Bastille le 14 juillet 1789 ? Rien : toute la richesse du monde est sans pouvoir sur la vérité.

Il y a aussi des limites morales : la morale non plus n'est pas à vendre. Combien faudrait-il payer pour que le viol ou la cruauté cessent d'être des fautes morales ? Rien : tout l'argent du

monde est sans pouvoir sur le bien et le mal (sauf pour ceux dont la conscience même est à vendre. Mais est-ce encore une conscience ?).

Il y a des limites juridiques. Si tout se vote, on ne peut plus voter. Si tout se vend, on ne peut plus rien vendre. Car le commerce suppose qu'il existe un droit du commerce. Et si le droit du commerce était à vendre, que resterait-il du commerce ? Ce ne serait plus l'économie de marché, ce serait l'économie maffieuse, telle qu'elle commençait à se répandre dans la Russie des années 1990.

Mais, surtout, il y a des limites politiques. C'est ce que les ultra-libéraux, me semble-il, tendent à oublier ou à sous-estimer.

Soyons clair : l'économie de marché, je suis pour. Elle a fait ses preuves : c'est le meilleur moyen de créer de la richesse, et nous en avons besoin pour faire reculer la pauvreté. Ma seule réserve, mais elle est stricte, est la suivante : le marché c'est très bien, mais ça ne vaut que pour les marchandises, autrement dit que pour ce qui est à vendre (les marchandises et les services, mais dès lors qu'un service est à vendre, c'est une espèce de marchandise comme une autre). Si vous croyez que tout est marchandise, autrement dit que tout se vend et s'achète, alors soyez ultra-libéraux : plus besoin de politique, le marché peut suffire à tout ! Mais si vous pensez au contraire que tout n'est pas marchandise, qu'il y a des choses qui ne sont pas à vendre (la santé, la justice, l'éducation, la liberté, la sécurité, la dignité, la vie humaine...), alors on ne peut pas tout abandonner au marché.

Prenons l'exemple de la santé... Vous pourriez m'objecter que le médicament, lui, est une marchandise. En effet. Mais la santé, non. Il faut donc profiter de l'efficacité du marché pour cette marchandise parmi d'autres que sont les médicaments (et chacun sait que nous aurons de meilleurs médicaments dans une économie de marché, où les laboratoires sont des entreprises privées, que dans une économie collectiviste, où les laboratoires sont des entreprises d'Etat), sans faire de la santé elle-même une marchandise. Cela suppose, à l'interface entre les deux, quelque chose qui concerne le médicament et qui pourtant est moins soumis au marché qu'à la justice et à la loi : c'est ce qu'on appelle en France la Sécurité sociale. Ça coûte cher, c'est compliqué, on peut sans doute faire mieux ; mais enfin c'est aussi un des plus formidables progrès sociaux des derniers siècles : raison de plus pour la défendre et l'adapter aux exigences du moment.

Autre exemple : l'environnement. Le monde même, les écologistes ont raison là-dessus, n'est pas une marchandise : on ne saurait donc abandonner l'écologie au marché.

Le marché, c'est formidable pour créer de la richesse ; mais la richesse n'a jamais suffi à faire une civilisation, ni même une société qui soit humainement acceptable.

On a fini par comprendre, y compris à gauche, que l'Etat n'était pas très bon pour créer de la richesse : le marché et les entreprises le font plus et mieux. Il serait temps de comprendre, y compris à droite, que le marché et les entreprises ne sont pas très bons pour créer de la justice : seul l'Etat a une chance d'y parvenir à peu près.

Bref le marché, comme l'humanisme et la démocratie, n'est acceptable qu'à la condition d'accepter ses propres limites. Au fond, c'est ce que suggérait Lionel Jospin, il y a quelques années : « Oui à l'économie de marché, disait-il, non à la société de marché ! » Il avait raison. Le marché, c'est bon pour les marchandises. Nous avons besoin de l'Etat et de la politique pour tout ce qui n'est pas à vendre.

Conclusion

En conclusion, on voudrait répondre à la question : *où allons nous ?* Je ne suis pas prophète, et nul ne peut l'être : l'avenir est ouvert, puisqu'il dépend de nous. Certes, nous allons vers l'avenir ; mais cela ne garantit rien, ni pour l'individu (à long terme, comme dit l'autre, on est tous morts), ni pour la société. Un imbécile dit un jour à Paul Valéry : « L'avenir me donnera raison. » Paul Valéry répondit simplement : « Vous me faites peur ! » Il n'est pas impossible, en effet, que l'avenir donne raison aux imbéciles ; mais cela ne prouvera pas que les imbéciles étaient intelligents ; cela prouvera simplement que l'avenir a mal tourné.

Il reste que c'est évidemment du présent et de l'avenir qu'il faut se soucier. On se tromperait du tout au tout sur ce que j'entends par fidélité si l'on y voyait je ne sais quelle apologie du conservatisme ou de la réaction. Le progrès fait partie des valeurs auxquelles il est essentiel, aujourd'hui, d'être fidèle. Mais il n'y aura pas de progrès sans la conservation et la transmission de ce que le passé a produit de meilleur. Progrès et fidélité doivent donc être pris ensemble. A quoi bon se souvenir, si l'on est incapable de vouloir, d'agir, d'avancer ? Mais comment avancer, si l'on ne sait d'où l'on vient et où l'on veut aller ? Sans la fidélité, la volonté est aveugle ou barbare. Mais sans la volonté et l'action, la fidélité est vaine : ce n'est plus fidélité mais passéisme ou nostalgie.

Il y a un proverbe africain que j'aime beaucoup, qui dit ceci : « *Quand on ne sait où l'on va, il faut se souvenir d'où l'on vient.* » C'est toujours vrai, puisqu'on ne sait jamais tout à fait où l'on va ; mais cela l'est sans doute davantage à des époques comme la nôtre, où l'avenir est encore plus imprévisible qu'à d'autres périodes. Surtout, je dirai plus : non seulement quand on ne sait où l'on va il faut se souvenir d'où l'on vient, mais la seule façon de savoir où l'on *veut* aller, c'est de se souvenir d'où l'on vient. L'un des premiers symptômes graves de la maladie d'Alzheimer, c'est un vieillard qui sort de chez lui, pour acheter un paquet de cigarettes ou une baguette, et qui soudain se perd.... Il a fait le chemin des milliers de fois, mais là il n'y arrive plus : il est perdu, à 300 pas de son immeuble ! Comme il erre, hagard, sur le trottoir, on l'amène à la police, qui l'amène à l'hôpital... Et là, le médecin lui explique qu'il est en train de perdre la mémoire. En apparence c'est le rapport à l'avenir qui est perturbé : il veut aller au bureau de tabac, ou bien rentrer chez lui, et il n'y arrive pas... Oui. Mais quand on perd la mémoire, il n'y a plus de rapport possible à l'avenir. Et bien je dirai que ce que j'appelle la fidélité, c'est le seul antidote socialement disponible à cette maladie d'Alzheimer des civilisations qu'on appelle la barbarie. Du passé ne faisons pas table rase : le XXI^{ème} siècle sera fidèle ou il ne sera pas.

André Comte-Sponville